

Les migrants place de la République: figurants d'une manœuvre politique d'extrême gauche



Article rédigé par *Le Figaro*, le 26 novembre 2020

Source [Le Figaro] Certains activistes irresponsables ont savamment tendu un piège médiatique aux forces de l'ordre lors de l'évacuation d'un camp de migrants mardi soir dernier, déplore l'ancien élu de Paris Pierre Liscia. Le sort des migrants, dans cette mise en scène, ne préoccupe pas réellement les élus qui ont récupéré l'événement, ajoute-t-il.

Les images de l'évacuation de la Place de la République tournent en boucle sur les réseaux sociaux et les chaînes d'information en continu. À l'unisson, gauche et extrême-gauche dénoncent des violences policières inacceptables et réclament pour les uns la démission du Préfet de police de Paris, pour les autres la suppression de la proposition de loi sur la sécurité examinée par le Parlement.

«*Dérive liberticide dangereuse*» pour Yannick Jadot, «*sauvagerie exceptionnelle*» pour Jean-Luc Mélenchon, «*dérive autoritaire et policière*» pour Éric Coquerel, «*images insupportables*» pour Olivier Faure... à entendre certains élus et commentateurs politiques, la République serait au bord de la dictature policière. Le débat se focalise sur le seul article 24 du texte sur la Sécurité globale relatif à la captation et à la diffusion d'images des forces de l'ordre. Exit les migrants et leurs conditions de vie indignes, relégués au rang de simples figurants. Et pour cause, ils n'étaient clairement pas l'objet de la manœuvre.

L'opération était rudement bien orchestrée. Dans un premier temps, des militants associatifs et politiques escortent des centaines de migrants en errance depuis la Seine-Saint-Denis et le nord-est de Paris vers la place de la République où des tentes leur sont fournies, pour y établir un campement sauvage au cœur de la capitale. Dans le même temps, les professionnels de l'agitation politique déjà présents convoquent la presse, sachant pertinemment que l'installation de ce campement illégal sur la voie publique entraînera une réaction immédiate des services de police.

Quand l'évacuation de la place par les forces de l'ordre se profile, la machine se met en branle. Tous s'interposent entre les policiers et les malheureux migrants.

La Place de la République devient pour quelques heures le nouveau haut lieu de l'exhibition politique où il fait bon se montrer et être vu, et vers où convergent tous les apologistes de la bonne conscience de gauche. L'occasion est trop belle! On y retrouve pêle-mêle des parlementaires de la France Insoumise récidivistes de la confrontation avec les forces de l'ordre ; des adjoints à la Maire de Paris dont la multiplication des campements indignes dans le nord de Paris ne les ont pas fait rompre avec leurs postures faussement généreuses et trompeuses sur l'accueil des migrants ; des apparatchiks du Parti Communiste Français qui ont daigné s'extirper du confort de leurs appartements parisiens pour se mêler à ceux qu'ils prétendent défendre ; des élus écologistes qui voudraient faire de la Place de la République le gage qu'ils n'ont pas de problème avec la République (dixit Anne Hidalgo) ; et des activistes de l'abolition des frontières et de l'accueil inconditionnel de tous les migrants comme l'appelle de ses vœux Audrey Pulvar, candidate putative de la gauche aux élections régionales en Ile-de-France.

Quand l'évacuation de la place par les forces de l'ordre se profile, la machine se met en branle. Tous s'interposent entre les policiers et les malheureux migrants (qui comme souvent n'avaient rien demandé),

caméras et téléphones braqués sur les policiers, à l'affut de la moindre bousculade, du moindre faux pas. Dans cette atmosphère électrique, tout est prétexte à crier à la répression d'État et aux violences policières. S'ensuit l'inéluctable bousculade.